

## CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 14 NOVEMBRE 2019 EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

**N°2019-189**

Publication le		Présents	37	Pour	47
		Absents	13	Contre	0
Membres en exercice	50	Représentés	10	Abstention	0

**Objet : Cours d'eau de Vic-la-Gardiole et Mireval - Programme pluriannuel d'intervention et dossier réglementaire - Saisine du Préfet en vue d'une enquête publique - Adoption**

L'an deux mille dix-neuf et le quatorze novembre, le Conseil communautaire de Sète agglopôle méditerranée, légalement convoqué le huit novembre deux mille dix neuf, s'est réuni à la Salle Polyvalente de Gigan (34770) , sous la présidence de Monsieur François Commeinhes, Président.

### **Etaient présents :**

François COMMEINHES, Yves MICHEL, Gérard CANOVAS, Magali FERRIER, Norbert CHAPLIN, Francis VEAUTE, Emile ANFOSSO, Jacques ADGÉ, Jean-Claude ARAGON, Gérard ARNAL, Blandine AUTHIE, Thierry BAEZA, Nathalie CABROL, Gérard CASTAN, Anne DE-GRAVE, Marie DE LA FOREST, Francis DI STEFANO, Christelle ESPINASSE, Geneviève FEUILLASSIER, Henry FRICOU, Michel GARCIA, Nathalie GLAUDE, Kelvine GOUVERNAYRE, Jean-Claude GROS, Claude LEON-CASSAGNE, François LIBERTI, Loïc LINARES, Mireille LOURDOU, Sylvie PRADELLE, Gérard PRATO, Yolande PUGLISI, Eliane ROSAY, Max SAVY, Jean Marie TAILLADE, Simone TANT, Laure TONDON, Alain VIDAL .

### **Etaient absents représentés :**

Pierre BOULDOIRE à Gérard ARNAL, Christophe DURAND à Magali FERRIER, Véronique CALUEBA-RIZZOLO à François LIBERTI, Tina CANDORE-PELIZZA à Jean-Claude GROS, Dominique CHABANEL-VIÉ à Jean Marie TAILLADE, Marie Christine FABRE DE ROUSSAC à Yves MICHEL, Colette GUIRAUDOU-JAMMA à Christelle ESPINASSE, Hervé MERZ à François COMMEINHES, Gérard NAUDIN à Emile ANFOSSO, Jean-Louis PATRY à Loïc LINARES.

### **Etaient absent(es) excusés :**

Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Rudy LLANOS.

### **Secrétaire de séance :**

Christelle ESPINASSE

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5216-5,

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment les articles L.214-3, L.211-7, L.215-14, L.215-18,

**Vu** la loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice de la compétence des collectivités territoriales dans le domaine de la GEMAPI,

**Vu** l'arrêté n°2019-I-1373 de Monsieur le Préfet de l'Hérault en date du 21 Octobre 2019 portant modification et harmonisation des compétences de Sète agglopôle méditerranée et en fixant les statuts,

**Vu** la délibération n°2017-210 du conseil communautaire du 21 septembre 2017 instaurant la taxe GEMAPI au 1er janvier 2018.

Au titre de la compétence GEMAPI, Sète agglopôle méditerranée assure l'entretien et l'aménagement des cours d'eau. Une Déclaration d'Intérêt général (DIG) lui permet d'intervenir sur les cours d'eau privés en se substituant aux riverains.

Sète agglopôle méditerranée est adhérente au SYBLE, Syndicat du Bassin du Lez, Etablissement Public Territorial de Bassin, pour les communes de Vic-la-Gardiole et Mireval.

Le SYBLE assure auprès de Sète agglomération méditerranéenne une mission d'assistance à la rédaction des dossiers réglementaires - DIG et loi sur l'eau – au suivi des procédures, et à la définition du programme pluriannuel de travaux.

Quatre cours d'eau sont concernés : la Canabière, la Madeleine et la Carbonière à Mireval et la Robine à Vic-la-Gardiole. Le montant des travaux d'entretien est estimé à 314 730 €HT pour les 10 ans à venir, de 2020 à 2030, et ce conformément au tableau annexé à la présente délibération.

**Par conséquent, le Conseil communautaire après en avoir délibéré, décide :**

- **D'adopter** le programme pluriannuel d'intervention sur les cours d'eau de Mireval et Vic-la-Gardiole, ci-annexé,
- **D'approuver** le dossier d'autorisation comprenant Déclaration d'Intérêt Général (DIG) et déclaration au titre de la loi sur l'eau,
- **D'autoriser** le Président à saisir le Préfet en vue de l'ouverture d'une enquête publique,
- **D'autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dossier étant entendu que les crédits nécessaires sont inscrits au budget général, en fonctionnement, nature 611.

**Délibération adoptée à l'unanimité**

Ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents,  
Pour extrait conforme,



**François Commeinhes**  
Président

Conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Montpellier peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- date de transmission au contrôle de légalité de la Préfecture de l'Hérault
- date de publication et/ou notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commence à courir à compter de l'une ou l'autre des échéances suivantes :

- date de notification de la réponse de l'autorité territoriale
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai